

# Lutte de classe

## Faire d'une pierre deux coups ou comment ne pas mettre la charrue avant les bœufs.

Lundi 23 juillet, les ministres des affaires étrangères se sont réunis lors d'une conférence intergouvernementale (CIG) dans la foulée du Conseil européen du 23 juin, pour lancer le processus qui doit théoriquement aboutir en octobre à un nouveau traité européen. Dès le début de cette conférence, des désaccords sont apparus entre les représentants des 27 pays de l'UE. Ce qui nous intéresse pour le moment, c'est la manière dont ces désaccords seront pris en compte.

La ministre des affaires étrangères polonaise, Anna Fotyga, a demandé à « *pouvoir garder la possibilité de rejoindre les Britanniques* » dans leur refus du caractère contraignant de la Charte, a expliqué un des trois députés participant à la conférence intergouvernementale. Une demande peu surprenante puisqu'au sommet européen de juin, les représentants de l'Irlande et la Pologne s'étaient "réservées le droit d'examiner" la possibilité de demander une dérogation.

L'eurodéputé britannique Andrew Duff a estimé « *on pourra difficilement refuser à la Pologne ce que l'on a accepté pour le Royaume-Uni* », le gouvernement britannique considère la Charte comme juridiquement contraignante dans la mesure où elle peut modifier la loi britannique notamment en matière de droit du travail.

Que constatons-nous une nouvelle fois ?

Qu'il est parfaitement possible à un gouvernement de l'UE de refuser telle ou telle partie d'un traité, ici en l'occurrence il s'agit de la Charte des droits fondamentaux, tout comme il peut refuser de rejoindre la zone économique de l'euro ou d'appliquer telle ou telle directive comme le passé récent l'a prouvé à de multiples reprises.

Cela signifie donc que les gouvernements ont bien le pouvoir d'approuver ou de rejeter la politique de Bruxelles.

Ils n'agissent pas uniquement dans le cadre étroit du principe de subsidiarité comme veut le faire croire le PT, les différents gouvernements conservent le pouvoir économique et politique qui découle directement de la constitution de leur État respectif, voilà la réalité que met en lumière la question soulevée par le gouvernement polonais et irlandais. Ce sont les chefs d'État qui décident en premier, l'Union européenne ensuite et non l'inverse. La souveraineté des États bourgeois cher au cœur des dirigeants du PT s'impose à l'Union européenne.

Dés lors que la signature des traités européens et l'application des directives européennes dans chaque pays découlent directement de leur constitution, c'est bien contre cette constitution et les institutions qui en sont les garants qu'il faut engager le combat, et dont le chef de l'État et l'Assemblée nationale constituent les piliers en France. La même ligne politique pourrait s'appliquer dans chaque pays de l'Union européenne.

Le combat contre tel ou tel aspect d'un traité européen, contre les conséquences de l'application d'une directive pour obtenir son abolition ou son retrait ne peut se concevoir qu'en concentrant notre combat contre le gouvernement Sarkozy-Fillon et les institutions de la Ve République. On pourrait même dire que ce n'est pas l'abrogation d'une directive qui nous intéresse, mais l'abrogation de la loi qui est le résultat de sa transcription dans le droit français, puisque si les chefs d'État peuvent passer outre une partie d'un traité ou d'une directive, cela signifie que le prolétariat peut imposer la même chose par sa mobilisation.

Il est inutile et stérile d'avancer le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne sachant que seule la mobilisation révolutionnaire du prolétariat aboutissant à la chute du régime et à la formation d'un

gouvernement ouvrier mettra en oeuvre cette revendication politique. Or, nous n'en sommes pas encore là !

Le meilleur moyen de mettre en difficulté Sarkozy et par conséquent l'UE consiste à aider le prolétariat à se mobiliser sur ses propres revendications en les reliant à la question du pouvoir politique, car notre objectif n'est pas d'obtenir uniquement le retrait de telle ou telle directive, mais d'aider le prolétariat à prendre conscience de la nécessité de renverser le régime et de prendre le pouvoir, ce qui passe obligatoirement par la construction du parti. Nous sommes avant tout des militants révolutionnaires qui combattons sur le terrain politique et non de vulgaires réformistes alignés sur le trade-unionisme et une version prétendue soft de la démocratie bourgeoise.

Je me dis cependant que si l'on devait exiger que Sarkozy rompe avec l'UE, sachant très bien qu'il ne rompra jamais avec l'UE, ce serait uniquement pour mettre en évidence les liens indéfectibles et nuisibles qui existent entre le chef de l'État et cette institution au service du capitalisme mondial.

Ce n'est pas la position du PT qui ne dit pas clairement : Sarkozy et son gouvernement UMP-PS doivent rompre avec l'UE, il dit : il faut rompre avec l'UE, ce qui n'est pas la même chose. Une simple nuance ou imprécision dans un mot d'ordre peut en changer le contenu. Qui il ? J'avais failli être induit en erreur par le mot d'ordre du PT qui semblait s'adresser au gouvernement, alors que ce n'était pas exactement le cas. Comme quoi, il est nécessaire de remettre en cause en permanence ou de vérifier régulièrement le bien-fondé de nos propres positions ou interprétations. A aucun moment le PT n'a dit : A bas Sarkozy, le bras armé de l'Union européenne !

Exiger que Sarkozy rompe avec l'UE ne serait pas une erreur en théorie, mais sur le plan pratique, la rupture avec l'UE ne servirait qu'à alimenter la crise du régime sans pour autant le remettre en cause, sans ouvrir la moindre perspective politique pour le prolétariat, d'où la crise permanente au sein du PT... Or notre objectif n'est pas de rétablir les services publics et les entreprises nationalisées qui existaient dans les années 50, mais d'en finir avec le régime pour avancer sur la voie du socialisme.

D'ailleurs si l'on suit les arguments avancés au fil du temps par le PT, on se rend compte que ses dirigeants se contredisent lorsqu'ils expliquent que Sarkozy et l'Assemblée nationale n'ont qu'un pouvoir subsidiaire par rapport à l'UE, car c'est reconnaître malgré tout qu'ils détiennent quand même le pouvoir de décision en dernière analyse, que les dirigeants du PT fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour le masquer, c'est une chose, la réalité en est une autre qui finit toujours par s'imposer, alors pourquoi ne pas engager le combat directement contre le gouvernement et les institutions de la Ve République ?

Précisons : rompre avec l'UE, cela ne signifie ni rompre avec l'État bourgeois ni rompre avec le capitalisme, à partir de là, ce mot d'ordre qui a une valeur et un contenu restrictifs ne peut aboutir qu'au maintien et la défense de l'ordre établi (nation, République une et indivisible, etc.), du cadre de la démocratie social et politique... bourgeoise qu'il faut améliorer et non renverser. C'est bien parce que ce mot d'ordre ne répond pas à la question politique du pouvoir qu'il conduit justement à une impasse politique.

Quoi qu'il en soit cela ne change pas grand chose pour nous, puisque ce mot d'ordre est insaisissable par les masses et qu'il est plus économique de faire d'une pierre deux coups en attaquant directement Sarkozy et atteindre par ricochet l'UE. C'est banal ou élémentaire, comme dirait l'autre : il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs !

Finalement, le meilleur moyen de tenir en échec l'Union européenne ne consiste-t-il pas à infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ?

(source : AFP et Reuters 23.07)